

## **Editorial**

**Wahid Gdoura**

**Mohamed Ben Romdhane**

**Khaled Habchi**

Le mouvement de l'Accès Ouvert (AO) à l'information scientifique et technique désigne un ensemble d'initiatives développées par la communauté scientifique visant à assurer un accès gratuit (*AO Gratis*) aux travaux de recherche à tous les usagers sans contraintes, ni économiques, ni techniques, ni légales, tout en respectant la propriété intellectuelle de ces travaux (*AO Libre*). Plusieurs solutions ont été adoptées depuis les années 1990 pour contourner la montée excessive des tarifs des publications scientifiques et le manque des ressources financières pour les bibliothèques et les éditeurs. Ces solutions ont été manifestées par deux voies, la voie verte (archives ouvertes) et la voie dorée (revues scientifiques ouvertes).

L'heure est venue pour faire un premier bilan de ce mouvement d'accès ouvert dans les pays du Sud, en particulier dans les pays arabes et africains, confronter les idées et les regards des uns et des autres sur le nouveau modèle de communication scientifique, tout en apportant un éclairage sur les évolutions en cours et en particulier les expériences réussies chez nos partenaires européens et américains, à l'exemple du DOAJ de l'Université de Lund en Suède (Belhamel) (Boukerzaza et al). Tel est l'objectif de ce colloque dans sa deuxième édition de 2016 (Première édition en 2014) qui a réuni d'éminents chercheurs et spécialistes sur la question venus de pays des deux rives de la Méditerranée, d'Afrique francophone et d'Amérique. Ceux-ci se sont interrogés sur les pratiques, les initiatives et les expériences relatives au libre accès, les valeurs partagées par la communauté de chercheurs, les obstacles rencontrés par les bibliothécaires et chercheurs pour faire prévaloir les principes et le mécanisme de ce nouveau modèle d'édition savante dans un environnement numérique.

Le débat qui s'est engagé dans le Monde arabe sur l'accès ouvert aux travaux de recherche, il y a plus d'une décennie (Appel de Ryadh, 2006), a fait ressurgir une implication progressive de la communauté de chercheurs arabes dans ce mouvement international. En effet, les attitudes et les positions des chercheurs et éditeurs arabes ont graduellement changé en faveur du libre accès (Ghanem & al.), une revue de littérature (de Jamila Jabeur) reflète cet intérêt à ce nouveau paradigme de communication scientifique. Toutefois, le cadre conceptuel du libre accès en langue arabe mérite une attention particulière, selon Souheil Houissa qui évoque une pléthore des termes arabes dans ce domaine et relève des ambiguïtés quant à la signification de certains termes.

La question qui a été largement soulevée et débattue par les auteurs de ces textes, est celle relative à la création et la gestion des dépôts numériques dans les pays du Maghreb et d'Afrique noire francophone et d'Amérique latine (Bensebti & al., Lo, Machado Rivero & al.). Les archives ouvertes dans ces pays sont encore en état de balbutiement (Gora Lo), et les projets de création de dépôts, émanant de quelques initiatives individuelles, sont en butte à des contraintes d'ordre administratif et technique à tel point qu'on propose de promulguer un texte de loi stipulant la création impérative de dépôts institutionnels au sein de chaque université (Bensebti & al.).

Quelques expériences réussies ont été analysées à l'exemple du projet des universités maghrébines *ISTeMAG* initié dans un cadre collaboratif, qui a vu la naissance de dépôts institutionnels. Aussi, une étude exhaustive a fait l'état des lieux des dépôts numériques dans le Monde arabe et a jugé qu'en dépit des progrès réalisés dans ce domaine, beaucoup reste à faire pour consolider les dépôts existants et en créer d'autres (Ben Romdhane).

La communauté scientifique est au centre de ce débat sur le nouveau paradigme de l'édition scientifique. Quels comportements, quelles valeurs et quelles normes observer ? Certains auteurs soutiennent une éthique renouvelée du libre accès (Ibnlkhayat et al) et défendent une meilleure qualité de ces publications (Yahyaoui, Diop) d'autres proposent de faire du libre accès une justice cognitive pour les communautés de chercheurs du Sud (Piron et al).

Comment venir à bout des réticences des chercheurs vis-à-vis du libre accès et impulser les universités et les gouvernements du Sud à soutenir ce mouvement ? Pour certains auteurs, la répugnance ou le peu d'engagement des chercheurs revient à la méconnaissance voire les

préjugés sur l'accès ouvert (Olyhoek) (Touré) (Lrhoul et al) (Boulakbech et al.).

Quels nouveaux rapports entre les auteurs et les éditeurs scientifiques (Gruttemeier) et quelles sont les répercussions de la pratique des frais demandés aux auteurs (APC) sur les chercheurs du Sud ? (Hachani et Piron).

Comment remédier à ce déséquilibre du flux de l'IST entre les pays du Nord et du Sud et qui explique, en partie, le faible engagement des chercheurs dans ce nouveau modèle de communication scientifique? Certains soutiennent, à juste titre, l'importance d'une consolidation de la production scientifique dans les pays du sud répondant à leurs besoins socio-économiques, faute de quoi, un accès inégal à l'IST va persister et ne peut que pérenniser l'aliénation intellectuelle (Piron et al).

Enfin, nous nous réjouissons de ces échanges fructueux sur le modèle du libre accès et nous pensons que les communications présentées vont approfondir notre réflexion sur « l'autre accès » au savoir dans les sociétés émergentes (ou en développement) sur leur contribution dans la construction de la science. Nous remercions tous les participants à notre colloque qui nous ont honoré par leur présence et répondu à notre appel, en espérant développer des partenariats durables avec nos amis et collègues nous conduisant à d'autres projets communs pour poursuivre nos réflexions sur des aspects théoriques et empiriques des sciences de l'information et du document.